

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 23 DÉCEMBRE 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
9	0	7
OBJET DE LA DECISION N° 24/701 ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION BE N° 3376 SISE CHEMIN DE FABRE A GAVET A LA SEYNE-SUR-MER		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/701

BUREAU DU 23 DÉCEMBRE 2024

**O B J E T : ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTRÉE
SECTION BE N° 3376 SISE CHEMIN DE FABRE A
GAVET A LA SEYNE-SUR-MER**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière,

VU les articles L. 1311-9 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales imposant aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, de délibérer, sur les opérations concernées, au vu de l'avis de l'autorité compétente de l'État,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'emplacement réservé n°77 inscrit au plan local d'urbanisme applicable à la commune de La Seyne-sur-Mer, ayant pour objet l'élargissement de la voie communale n°106 dite chemin de Favre à Gavet à 8 mètres,

VU les engagements de cession, au prix de 2 000 €, portant sur l'emprise de 29 m² à détacher de la parcelle cadastrée section BE n°444, établis le 20/12/2023 par M. MEURET Bruno, MM. DE ANDOLENKO Serge, Nicolas et Dimitri, et M. et Mme BERTRAND Patrick,

VU le plan de division n°241827 établi par le cabinet GEOSAT, Géomètre Expert, matérialisant la parcelle cadastrée section BE n°3376 d'une superficie de 29 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section BE n°444, objet de la présente acquisition,

VU le document modificatif du parcellaire cadastral n°9122A vérifié et numéroté par les services du cadastre le 11/07/2024,

VU le projet d'acte authentique de vente,

CONSIDÉRANT que le montant de l'acquisition est inférieur à 180 000 € et qu'à ce titre, l'avis du Domaine n'est pas requis, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes,

CONSIDÉRANT que la parcelle cadastrée section BE n°3376 est concernée en totalité par l'emplacement réservé n°77 précité,

CONSIDÉRANT que la parcelle cadastrée section BE n°3376 est déjà en nature de voirie à usage public, son acquisition permettra de procéder à la régularisation foncière des lieux,

CONSIDÉRANT qu'il convient, en conséquence, d'accepter l'acquisition, au prix de DEUX MILLE EUROS (2 000 €), de la parcelle sise sur la commune de La Seyne-sur-Mer, Chemin de Fabre à Gavet cadastrée section BE n°3376 d'une superficie de 29 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section BE n°444, auprès du syndicat des copropriétaires de la parcelle cadastrée section BE n°444,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACQUÉRIR la parcelle sise sur la commune de La Seyne-sur-Mer, Chemin de Fabre à Gavet cadastrée section BE n°3376 d'une superficie de 29 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section BE n°444, conformément au plan de division réalisé par le cabinet GEOSAT, au prix global de DEUX MILLE EUROS (2 000 €) auprès du syndicat des copropriétaires de la parcelle cadastrée section BE n°444,

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole TPM, à signer l'acte notarié d'acquisition dont les modalités sont indiquées dans le projet d'acte joint en annexe, ainsi que tous les documents annexes nécessaires.

ARTICLE 3

DE DESIGNER l'Office notarial SCP Sabine SORIN, Valérie GHISOLFO et Laure MAGNAN, Notaires Associés sis 21 avenue du Dr Mazon à La Seyne-sur-Mer, aux fins de rédaction de l'acte authentique de vente.

ARTICLE 4

DE DIRE que l'emprise acquise sera classée ultérieurement dans le domaine public routier métropolitain conformément à l'article L.141-3 du code de la voirie routière.

ARTICLE 5

DE DIRE que les dépenses seront imputées sur la ligne budgétaire DGST-21-844-2111-60401-FONCIER du budget principal 2024 (et suivants) de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 23 décembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



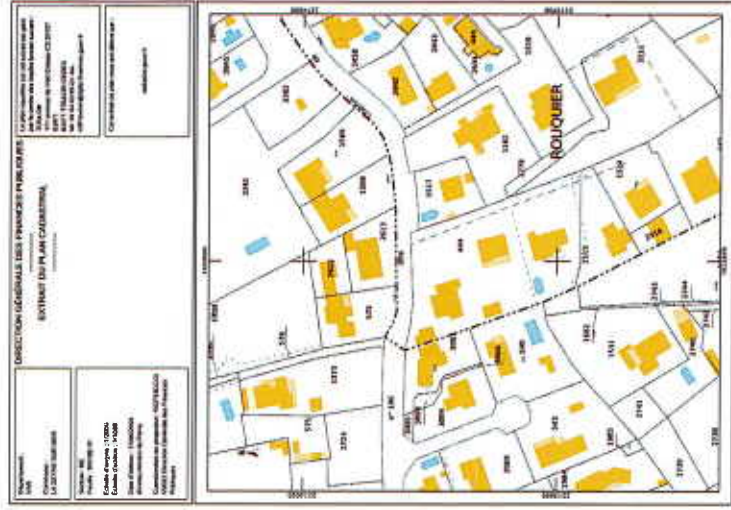
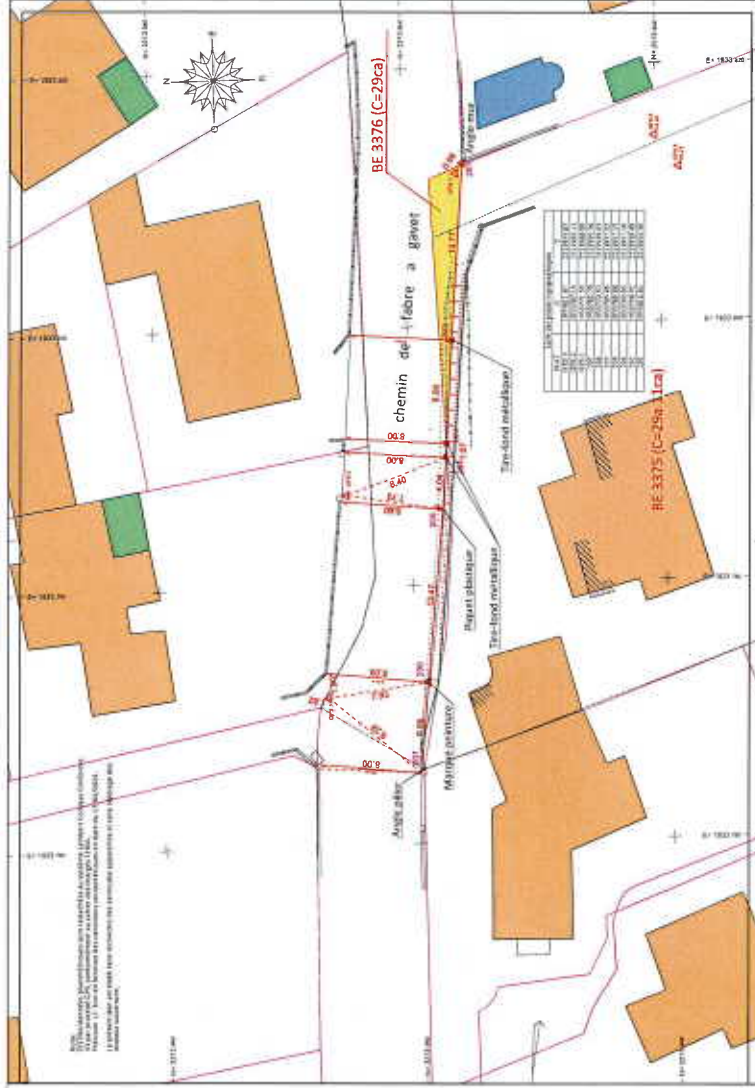
POUR	9
CONTRE	0
ABSTENTION	0



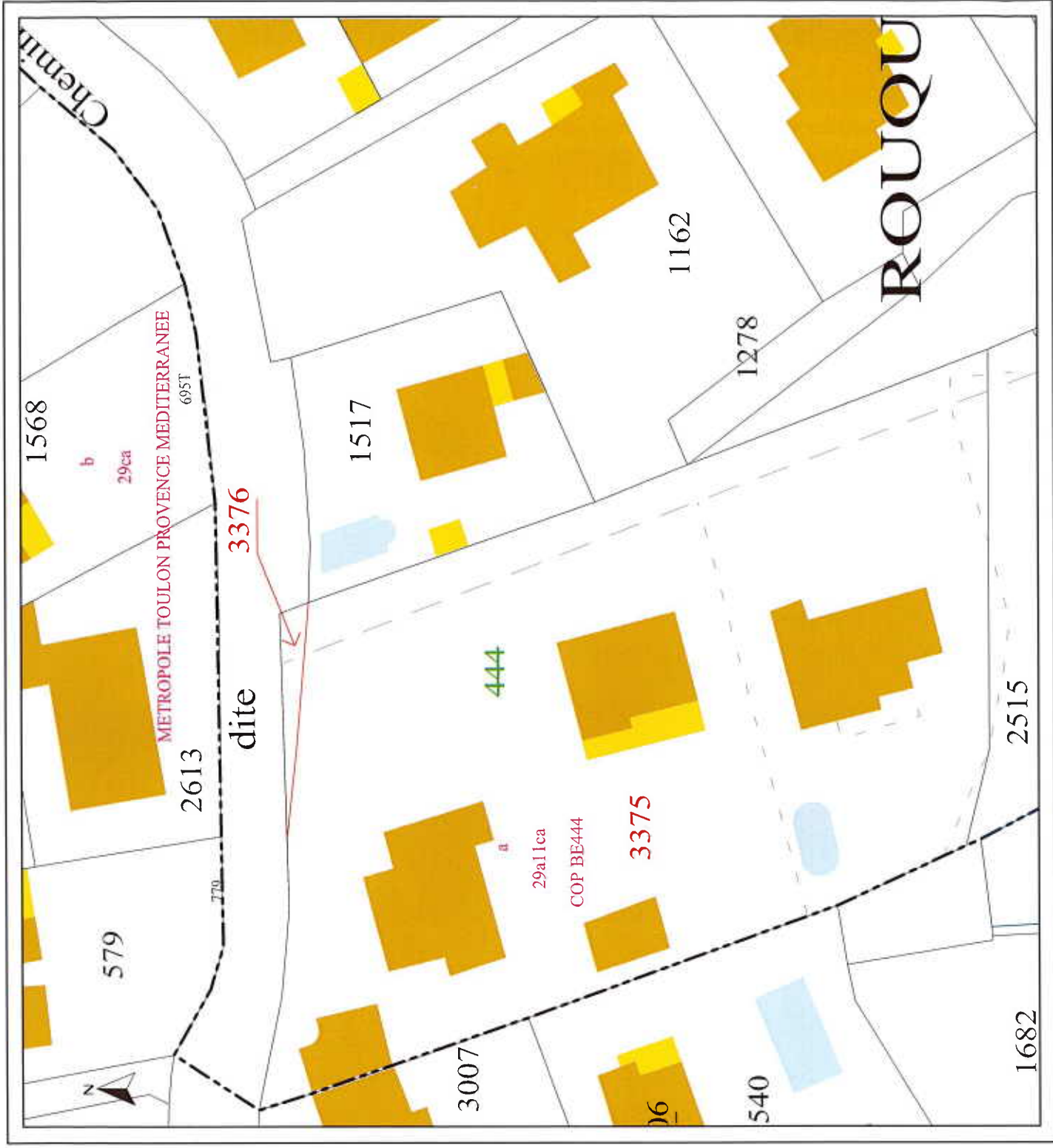
DEPARTEMENT VAR
COMMUNE DE LA SEYNE SUR MER
Lieudit "ROUQUET"



PLAN DE PIQUETAGE

[illegible][illegible]

Commune : LA SEYNE SUR MER (126) Section : BE Feuilles(s) : 000 BE 01 Echelle d'origine : 1/2000 Echelle d'édition : 1/500 Qualité du plan : Plan régulier avant 20/03/1980 Date de l'édition : 11/07/2024 Support numérique : _____	Número d'ordre du document d'arpentage : 9122 A Document vérifié et numéroté le 11/07/2024 ASDIF TOULON Par Caroline WANTIER Géomètre Signé _____	Cachet du service d'origine : TOULON 171 avenue de l'art Coteau CS 20127 83071 TOULON CEDEX Téléphone : 04 94 03 95 01 cdif.toulon@dgif.finances.gouv.fr	CERTIFICATION (Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955) Le présent document d'arpentage, certifié par _____ propriétaires soussignés (3) a été établi (1) : A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ; B - En conformité d'un piquetage : _____ effectué sur le terrain ; C - D'après un plan d'arpentage de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le _____ par _____ géomètre à _____ Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations, inscrites au dos de la chemise 6463. A _____, le _____	Modification selon les conventions d'usage à publier	D'après le document d'arpentage dressé Par Thomas GODBILLOT Rél. : 241827 Le 17/06/2024	(2)	
---	--	--	---	--	--	-----	--



VENTE
SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES BE 444 /
METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (BE 3376)

A TOULON (83000), Hôtel de la Métropole 107 Boulevard Henri Fabre,

Maître Laure MAGNAN soussignée, notaire associée de la société civile professionnelle dénommée "Sabine SORIN, Valérie GHISOLFO et Laure MAGNAN, Notaires Associés" titulaire d'un office notarial immatriculé à la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires (CRPCEN) sous le numéro 83080 et dont le siège social est à LA SEYNE SUR MER (83500), 265 avenue du Docteur Mazen,

A REÇU à la requête des parties ci-après identifiées, le présent acte authentique sur support électronique, contenant :

VENTE DE TERRAIN

PARTIE NORMALISÉE

IDENTIFICATION DES PARTIES

VENDEUR

Le syndicat des copropriétaires, dénommé SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES BE 444, domicilié à LA SEYNE SUR MER (83500), 760, chemin de Fabre à Gavet, cadastré section BE numéro 444, détenant de plein droit la personnalité civile en application de l'article 14 de la loi du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, dont tous les copropriétaires sont membres de droit.

Autorisé à l'effet des présentes en vertu de la décision d'assemblée générale visée au paragraphe « Présence – Représentation ».

Ci-après dénommée le « VENDEUR ».

ACQUEREUR**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,**

Administration domiciliée à TOULON (83000), Hôtel de la Métropole - 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536, identifiée au SIREN sous le numéro 248300543.

*Ci-après dénommée l'« ACQUEREUR ».***PRESENCE - REPRESENTATION - HABILITATION**

- Le syndicat des copropriétaires dénommé **SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES BE 444** est ici représenté par **Madame Laetitia TOUNY, collaboratrice en l'Office, domicilié à LA SEYNE SUR MER, 265 avenue du Docteur Mazen ;**

En vertu des pouvoirs du Syndic, le Syndicat expressément autorisé par la délibération des copropriétaires **en date du +++++**, dont la copie demeure ci-annexée.

- La METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE créée aux termes d'un décret de Monsieur le Premier Ministre, numéro 2017-1758 du 26 décembre 2017, est représentée par Madame Valérie PAECHT, Directeur Général des Services de la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délégation de pouvoirs dont une copie est ci-annexée, consentie par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, aux termes d'un arrêté n° AP 23/49 en date du 11 mai 2023 affiché à l'Hôtel de Métropole et notifié à Monsieur le Préfet du Var le même jour, complété par l'arrêté n° AP/24/3 en date du 7 février 2024, affiché à l'hôtel de la Métropole et notifié à Monsieur le Préfet du Var le même jour, dont copie est également ci-annexée. Le représentant de la Métropole déclare que lesdits arrêté n'ont fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif.

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, ayant agi en sa qualité de Président de la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/75 en date du 4 mai 2023.

Et spécialement autorisé à l'effet des présentes en vertu d'une décision du **Bureau Métropolitain numéro 24/++++ en date du +++++ et affichée le +++++**, lequel a reçu délégations d'attributions en matière d'acquisitions immobilières à titre onéreux aux termes d'une délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/078 du 4 mai 2023, dont copies demeurent jointes et annexées aux présentes après mention.

Monsieur le Préfet du Var n'a exercé aucun recours contre ces décisions dans le délai de deux mois prévus par l'article L 2131-6 du Code général des collectivités territoriales ainsi que Madame la représentante de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE le déclare.

Un extrait certifié conforme des décisions est demeuré ci-annexé après mention.

EXPOSE

Aux termes d'une décision du Bureau Métropolitain **en date du ++++ numéro DP 24/++++**, dont copie est demeurée ci-annexée, il a été prévu ce qui suit littéralement retranscrit :

ACQUISITION DE LA PARCELLE SISE A LA SEYNE-SUR-MER, CHEMIN DE FABRE A GAVET ET CADASTRÉE SECTION BE N°3376

LE BUREAU METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mars 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU l'article L.141-3 du Code la Voirie Routière,

VU, les articles L. 1311-9 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales imposant aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, de délibérer, sur les opérations concernées, au vue de l'avis de l'autorité compétente de l'Etat,

VU l'emplacement réservé n° 77 inscrit au plan local d'urbanisme applicable à la commune de La Seyne-sur-Mer, ayant pour objet l'élargissement de la voie communale n° 106 dite chemin de Fabre à Gavet à 8 mètres,

VU les engagements de cession, au prix de 2.000 €, portant sur l'emprise de 29 m² à détacher de la parcelle cadastrée section BE n° 444, établis le 20/12/2023 par M. MEURET Bruno, MM. DE ANDELOENKO Serge, Nicolas et Dimitri, et M. et Mme BERTRAND Patrick,

VU le plan de division n°241827 2tabli par le cabinet GEOSAT, Géomètre Expert, matérialisant la parcelle cadastrée section BE n° 3376 d'une superficie de 29 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section BE n°444, objet de la présente acquisition,

VU le document d'arpentage n°9122A vérifié et numéroté par les services du cadastre le 11/07/2024,

CONSIDERANT que le montant de l'acquisition est inférieur à 180.000 € et qu'à ce titre, l'avis du Domaine n'est pas requis, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes,

CONSIDERANT que la parcelle cadastrée section BE n° 3376 est concernée en totalité par l'emplacement réservé n° 77 précité,

CONSIDERANT que la parcelle cadastrée section BE n° 3376 est déjà en nature de voirie à usage public, son acquisition permettra de procéder à la régularisation foncière des lieux,

CONSIDERANT qu'il convient, en conséquence, d'accepter l'acquisition, au prix de 2.000 EUROS (2.000€), de la parcelle cadastrée section BE n°3376 d'une superficie de 29 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section BE n°444, auprès du syndicat des copropriétaires de la parcelle cadastrée section BE n° 444,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ACQUERIR la parcelle cadastrée section BE n° 3376 d'une superficie de 29 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section BE n° 444, conformément au plan de division réalisé par le cabinet GEOSAT, sise chemin de Fabre à Gavet à La Seyne sur Mer, au prix global de DEUX MILLE EUROS (2.000 €) auprès du Syndicat des copropriétaires de la parcelle cadastrée section BE n° 444,

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à signer l'acte d'acquisition à intervenir ainsi que tous les documents annexes nécessaires.

ARTILCE 3

DE DESIGNER l'Office notarial SCP Sabine SORIN, Valérie GHISOLFO, Laure MAGNAN, Notaires Associés sis 21 avenue du Dr Mazen à La Seyne sur Mer, aux fins de rédaction des actes authentiques de vente.

ARTICLE 4

DE DIRE que l'emprise acquise sera classée dans le domaine public routier métropolitain conformément à l'article L.141-3 du code de la voirie routière.

ARTICLE 5

DE DIRE que les dépenses sont imputées sur la ligne budgétaire DGST-21-844-2111-60401-FONCIER du budget principal 2024 (et suivants) de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. »

VENTE

Le VENDEUR en s'obligeant aux garanties ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles suivantes, vend à l'ACQUEREUR, qui accepte, les biens ci-après désignés.

DESIGNATION DES BIENS

Sur la commune de **LA SEYNE SUR MER (83500)**, 760, chemin de Fabre à Gavet,

Un terrain permettant élargissement de voirie.

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
BE	3376	ROUQUIER	0	00	29
Contenance Totale :			0ha 00a 29ca		

Tel que cet immeuble existe, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Ci-après dénommé le « BIEN ».

Étant ici précisé que le notaire soussigné a établi la désignation qui précède, tant d'après les anciens titres de propriété que d'après les énonciations de toutes les parties, avec la précision qu'aucune réserve n'a été faite sur cette désignation.

L'ACQUEREUR déclare dispenser le VENDEUR ainsi que le notaire soussigné de faire plus ample désignation de l'immeuble et de ses éventuels éléments d'équipements.

DIVISION CADASTRALE

Il est ici précisé que la parcelle cadastrée section BE numéro 3376 provient de la division de la parcelle antérieurement cadastrée section BE numéro 444.

Anciennes références cadastrales					Références cadastrales actuelles				
Section	Numéro	Contenance			Section	Numéro	Contenance		
		ha	a	ca			ha	a	ca
BE	444	00	29	40	BE	3375	00	29	11
					BE	3376	00	00	29

Le document d'arpentage a été établi par Thomas GODBILLOT Géomètre-Expert à LA FARLEDE, le 11 juillet 2024, sous le numéro 9122A.

Les parties requièrent le notaire soussigné de le déposer au service de la publicité foncière compétent avec un extrait cadastral modèle 1, délivré par le service du cadastre et dont une copie est ci-annexée, ainsi qu'avec la copie authentique des présentes destinée à être publiée.

Le BIEN dont il s'agit figure sous teinte jaune pour une contenance d'après mesurage de 29 m² en un plan de piquetage dressé le 17 juin 2024, par le Cabinet GEOSAT Géomètre-Expert, dont la copie demeure ci-annexée.

DESTINATION ET USAGE DU BIEN

Le VENDEUR déclare que le BIEN est actuellement à usage de terrain.

L'ACQUEREUR déclare vouloir destiner le BIEN à usage de voirie.

NATURE ET QUOTITE**NATURE ET QUOTITE DES DROITS VENDUS**

Le BIEN est vendu par le SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES BE 444 à concurrence de la totalité en pleine propriété.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS ACQUIS

Le BIEN est acquis par la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE à concurrence de la totalité en pleine propriété.

EFFET RELATIF

- état descriptif de division aux termes d'un acte reçu par Maître MASSIANI, notaire à OLLIOULES (83190), le 15 mars 1967 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON, le 4 avril 1967, volume 4444 numéro 29.

- modificatif état descriptif de division aux termes d'un acte reçu par Maître Pierre-Alexandre BENNER, notaire à ILLZACH (68110), le 7 août 2024 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON, le 9 septembre 2024, volume 2024 P numéro 18123.

CHARGES ET CONDITIONS

La présente vente a lieu sous diverses charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière, qui pour celles ne donnant lieu ni à publicité ni à taxation, seront développées à la suite de la partie normalisée du présent acte.

PROPRIETE JOUISSANCE

L'ACQUEREUR est propriétaire du BIEN vendu à compter de ce jour.

Il en aura la jouissance à compter de ce jour par la prise de possession réelle et effective, le BIEN étant libre de toute location ou occupation, ainsi que le VENDEUR le déclare.

ANCIENNE ASSISE DE COPROPRIETE

Section	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
BE	444	ROUQUIER	0	29	40
Contenance Totale :			0ha 29a 40ca		

NOUVELLE ASSISE DE COPROPRIETE

Par suite de ce qui précède la nouvelle assise de copropriété sise à LA SEYNE SUR MER, 760 chemin de Fabre à Gavet est la suivante :

Section	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
BE	3375	ROUQUIER	0	29	11
Contenance Totale :			0ha 29a 11ca		

Les lots du numéro DEUX (2) au numéro CINQ (5) inclus restent inchangés.

ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION

L'ensemble immobilier dont dépend le BIEN a fait l'objet d'un état descriptif de division établi aux termes d'un acte reçu par Maître MASSIANI notaire à OLLIOULES (83190), le 15 mars 1967, dont une copie authentique a été publiée au service chargé de la publicité foncière de TOULON, le 4 avril 1967, volume 4444 numéro 29.

Ledit acte a été modifié aux termes d'un acte reçu par Maître Pierre-Alexandre BENNER notaire à ILLZACH (68110), le 7 août 2024 publiée au service de la publicité foncière de TOULON, le 9 septembre 2024, volume 2024 P numéro 18123.

Suppression du lot UN (1) en deux nouveaux lots numérotés de QUATRE (4) à CINQ (5).

PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

PRIX

La présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix de **DEUX MILLE EUROS (2 000,00 €)**.

Dont le paiement aura lieu de la manière indiquée ci-après.

PAIEMENT DU PRIX

Le paiement doit intervenir, conformément aux dispositions de l'annexe I de l'article D 1617-19, premier alinéa, du Code général des collectivités territoriales portant établissement des pièces justificatives des paiements des communes, départements, régions et établissements publics locaux.

Toutefois, le VENDEUR, conformément aux dispositions de l'article L 2241-3 du Code général des collectivités territoriales, requiert l'ACQUEREUR de faire effectuer le paiement du prix entre les mains du notaire soussigné, qui accepte, à charge par celui-ci, s'il y a lieu, de procéder sous sa responsabilité à la purge de tous privilèges, hypothèques ou saisies pouvant grever l'immeuble.

Le comptable public étant déchargé de toute responsabilité par ce mode de paiement, l'ACQUEREUR s'oblige à faire émettre le mandat administratif nécessaire pour que celui-ci ait lieu entre les mains du notaire soussigné dans les plus brefs délais.

A cet effet, le notaire remettra à l'ACQUEREUR, qui devra en faire communication au comptable public, avec copie de la délibération autorisant la vente :

- une copie simple des présentes avec les annexes sans mention d'inscription au fichier immobilier,
- le décompte des sommes dues par l'ACQUEREUR,
- un certificat par lequel il atteste, sous sa responsabilité, qu'il n'existe pas, à sa connaissance, de vente ou de promesse de vente antérieure.

Le règlement ainsi effectué libérera entièrement l'ACQUEREUR.

En raison de ce que la remise des fonds sera ainsi effectuée au notaire soussigné, la présentation au comptable public d'un état des inscriptions hypothécaires délivré sur formalités ne sera pas nécessaire.

Le notaire atteste sous sa responsabilité qu'il n'existe à sa connaissance, de vente antérieure concernant le bien objet de la présente vente.

DONT QUITTANCE

DESISTEMENT DE DROIT D'HYPOTHEQUE LEGALE SPECIALE ET ACTION RESOLUTOIRE

Par suite du paiement ci-dessus effectué, le VENDEUR se désiste de tous droits d'hypothèque légale spéciale de vendeur et action résolutoire même en ce qui concerne les charges pouvant résulter du présent contrat, et pour quelque cause que ce soit.

DECLARATIONS FISCALES

DECLARATION SUR LES PLUS-VALUES

Pour satisfaire aux dispositions légales sur les plus-values immobilières visées aux articles 150 U et suivants du Code général des impôts et 74 SJ de l'annexe II dudit code, le représentant du SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES BE 444 déclare :

- que son siège social est en FRANCE à l'adresse indiquée en tête des présentes et que les bénéfices réalisés sont déclarés auprès du service des impôts de : LA SEYNE SUR MER (Var) 76 Allée de Paris ;

- que le BIEN vendu sis à LA SEYNE SUR MER (83500), 760 , chemin de Fabre à Gavet appartient au VENDEUR ainsi qu'il est indiqué au paragraphe "EFFET RELATIF".

- que le syndicat de copropriétaires, par sa nature juridique, ne relève pas du

régime des plus-values immobilières des particuliers et qu'à ce titre, il n'entre pas dans le champ d'application dudit régime.

En conséquence, aucune déclaration ne sera déposée par le notaire soussigné à l'appui de la réquisition pour publier.

IMPOT SUR LA MUTATION

La présente vente est exonérée de toute perception au profit de la Direction générale des finances publiques en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

LIQUIDATION DES DROITS

La présente mutation ne donne lieu à aucune perception au profit de la direction générale des finances publiques, en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

PUBLICITE FONCIERE

Une copie authentique des présentes sera soumise par les soins du notaire soussigné à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière auprès du Service de la publicité foncière de TOULON, conformément aux prescriptions du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 et aux textes subséquents, et ce, aux frais de l'ACQUEREUR.

Si le BIEN est grevé d'une inscription, transcription, publication ou autres empêchements, le VENDEUR sera tenu d'en rapporter à ses frais les mainlevées et de justifier de l'exécution de la radiation de ces inscriptions, dans les quarante jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile ci-dessus élu.

L'ACQUEREUR sera au surplus indemnisé de tous frais extraordinaires de purge.

MENTION DE CLOTURE

Le notaire soussigné atteste que la partie normalisée contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication et à l'assiette des droits.

FIN DE PARTIE NORMALISÉE

PARTIE DÉVELOPPÉE

OBSERVATIONS PREALABLES

PROTECTION DE L'ACQUEREUR IMMOBILIER

De par sa qualité, les dispositions protectrices de l'ACQUEREUR immobilier prévues par l'article L. 271-1 du Code de la construction et de l'habitation ne sont pas applicables au présent acte.

PROJET D'ACTE

Les parties reconnaissent avoir reçu préalablement à ce jour un projet du présent acte et déclarent avoir reçu toutes explications utiles.

DECLARATIONS

EN CE QUI CONCERNE LES PARTIES A L'ACTE

DECLARATIONS SUR LA CAPACITE

Les personnes morales parties aux présentes attestent par leurs représentants respectifs ès-qualités :

- qu'il n'existe aucun empêchement ou obstacle ni aucune restriction d'ordre légal, contractuel ou judiciaire, à la réalisation du présent acte ;
- que la présente opération entre, chacune en ce qui la concerne, dans le cadre de l'objet social de la société qu'ils représentent et a été autorisée par l'ensemble de leurs associés.

Elles déclarent également par leur représentant respectifs ès-qualités :

- qu'elles ne font pas et n'ont jamais fait l'objet de poursuites pouvant aboutir à la confiscation de leurs biens ;
- qu'elles ne font pas et n'ont jamais été frappé d'une procédure de sauvegarde judiciaire, règlement judiciaire, liquidation de biens, redressement judiciaire, cessation de paiement ou autres ;
- qu'elles n'ont pas fait l'objet d'une action en nullité et ne se trouvent pas en état de dissolution anticipée.

Les parties déclarent :

- que préalablement à la conclusion des présentes, elles avaient échangé toutes les informations qu'elles connaissaient et qui pouvaient avoir une importance déterminante sur leur décision respective de contracter et ce qu'il existe ou non entre elles un lien particulier de confiance, conformément à l'article 1112-1 du Code civil ;
- qu'elles étaient également tenues de se renseigner elles-mêmes sur toutes les informations aisément accessibles ;
- qu'elles ont une parfaite connaissance que tout manquement à cette obligation est susceptible d'engager la responsabilité de la partie contrevenante.

L'ACQUEREUR déclare avoir visité le BIEN et avoir pu s'entourer de tous sachants afin d'en apprécier l'état, la consistance, l'environnement et le voisinage et ne pas avoir connaissance d'une précédente vente ou d'un précédent avant-contrat en cours d'exécution.

Le VENDEUR déclare :

- que le BIEN est libre de tout obstacle légal, contractuel ou administratif ;
- n'avoir cédé ou concédé aucun droit de propriété, ni régularisé aucun autre avant-contrat en cours d'exécution.

CONSULTATION DU B.O.D.A.C.C.

Le notaire soussigné déclare avoir consulté le Bulletin Officiel Des Annonces Civiles et Commerciales pour toutes les parties à l'acte.

EN CE QUI CONCERNE LE BIEN

URBANISME

Les copies des documents relatifs à l'urbanisme et à la voirie concernant le BIEN sont ci-après visées et annexées.

NOTE DE RENSEIGNEMENTS D'URBANISME

Une note de renseignements d'urbanisme, délivrée le sous le numéro CU 083 126 +++++.

Il en résulte notamment ce qui suit :

« ...

Article DEUX : NATURE DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN

Le terrain est situé en zone +++++

Article TROIS : NATURE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE APPLICABLES AU TERRAIN

Le terrain est grevé des servitudes suivantes :

- *Plomb (arrêté préfectoral du 14/05/2001*
- *La commune est concernée par la loi LITTORAL*
- *Zone à risque d'infection par les termites (arrêté préfectoral du 26/10/2001 et délibération du conseil municipal du 06/03/2003*
- *++++++.*

Article QUATRE : DROIT DE PREMPTION

Le terrain est soumis au droit de préemption urbain au profit de la Métropole TPM – enregistrement des Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) par la ville.

Le terrain est soumis au Droit de Préemption urbain (DPU) +++++

... »

CERTIFICAT D'ALIGNEMENT

Un certificat d'alignement, délivré le 17 octobre 2024.

Il en résulte notamment ce qui suit :

« ... un alignement à 8 mètres du chemin de Fabre à Gavet a été reporté au droit de la propriété citée en objet. ... »

Les parties reconnaissent avoir reçu toutes les informations nécessaires à la bonne compréhension du contenu desdits documents et en avoir parfaitement saisi la portée.

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Le BIEN étant situé dans le champ d'application du droit de préemption urbain, son aliénation donnait ouverture au droit de préemption institué par les articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

En conséquence la déclaration d'intention d'aliéner a été notifiée au titulaire du droit de préemption par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire du droit de préemption n'ayant pas fait connaître sa décision dans le délai légal, ce silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption.

La vente peut donc être réalisée au prix indiqué sur la déclaration d'intention d'aliéner.

Une copie de la déclaration d'intention d'aliéner ainsi que de l'avis de réception en date du 4 octobre 2024 sont ci-annexées.

DROIT DE PREEMPTION DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE

Il résulte des énonciations des documents d'urbanisme dont les copies sont ci-annexées que le BIEN n'est pas situé dans une zone de préemption d'un espace naturel sensible instituée par les articles L. 215-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Par suite, son aliénation ne donne pas ouverture au droit de préemption.

DROIT DE PREEMPTION SAFER

La présente mutation n'est pas soumise au droit de préemption de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER), institué par l'article L. 143-1 du Code rural et de la pêche maritime.

En effet, le BIEN objet des présentes est situé en dehors de la zone où cet organisme dispose d'un tel droit.

Conformément à l'article R. 141-2-4 du Code rural et de la pêche maritime, les parties reconnaissent que le notaire soussigné :

- leur a rappelé les dispositions des articles R. 141-2-1 à R. 141-2-4 du Code rural et de la pêche maritime, relative aux conditions de transmission des informations nécessaires à l'exercice des missions de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural ;

- et que ces dispositions ont bien été observées.

SITUATION LOCATIVE

Le VENDEUR déclare que le BIEN objet des présentes est vendu libre de toute occupation ou location.

SITUATION HYPOTHECAIRE

Le VENDEUR déclare :

- que le BIEN ne fait actuellement l'objet d'aucune procédure d'expropriation ;
- qu'il n'existe de son chef aucune inscription d'hypothèque, privilège, transcription, publication ou autres charges grevant le BIEN.

Ainsi qu'il résulte d'un état hypothécaire hors formalité délivré le 25 octobre 2024 et prorogé en date du +++++.

Une copie dudit état est ci-annexée.

DIAGNOSTICS TECHNIQUES

DOSSIER COMPLET DE DIAGNOSTICS TECHNIQUES RELATIFS

A L'ETAT DU BIEN

DIAGNOSTICS TECHNIQUES RELATIFS A L'ETAT DU BIEN

Etat des risques

La commune du BIEN objet des présentes est située :

- dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques prescrit dans les conditions définies à l'article R. 515-40 du Code de l'environnement, ou d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou des risques miniers prescrit dans les conditions définies à l'article R. 562-2 du Code de l'environnement ;

- dans une des zones de sismicité mentionnées au I de l'article R. 563-4 et énumérées par l'article D. 563-8-1 du Code de l'environnement ;

- dans une des zones à potentiel radon définies à l'article R. 1333-29 du code de la santé publique, énumérées par l'arrêté mentionné à l'article L. 1333-22 du même code ;

Conformément à l'article R. 125-25 II du Code de l'environnement, l'ACQUEREUR reconnaît que le VENDEUR lui a remis l'état des risques.

Cet état des risques datant de moins de six mois, **du 4 octobre 2024**, a été établi à partir des informations mises à disposition par le préfet du département de situation du BIEN.

Une copie de cet état accompagnée des copies des extraits de documents et de dossiers, permettant la localisation du BIEN objet des présentes au regard des risques encourus, est ci-annexée.

Il en résulte :

Concernant les risques naturels :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels.

Concernant les risques miniers :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers.

Concernant les risques technologiques :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques.

Concernant les risques sismiques :

- que le BIEN est situé dans une commune soumise à risque sismique, classée en zone 2 (aléa faible) conformément aux dispositions de l'article R. 563-4 du Code de l'environnement.

Concernant le radon :

Le BIEN est situé dans une commune définie par l'arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français comme à potentiel radon significatif, classée en zone 3 conformément aux dispositions de l'article R. 1333-29 du Code de la santé publique.

Concernant le recul du trait de côte

- que le BIEN n'est pas situé dans une zone susceptible d'être atteinte par le recul du trait de côte.

Information concernant les sinistres

En outre, le VENDEUR déclare qu'à sa connaissance, ledit BIEN n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles, miniers ou technologiques, ce qui est confirmé par l'état des risques ci-annexé.

Etat relatif aux nuisances sonores aériennes

Le VENDEUR déclare que le BIEN, objet des présentes, n'entre pas dans le champ d'application de l'article L. 112-11 du Code de l'urbanisme.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens et droits immobiliers objet des présentes forment une partie de l'assise de la copropriété BE 444 par suite des faits et actes ci-après relatés :

I -Acquisition des époux BRUNERO

Le bien objet des présentes dépendant d'une parcelle de plus grande superficie, appartenait à :

Monsieur BRUNERO Maurice Emile Marius et Madame BILLI Simone Thérèse, son épouse demeurant ensemble à LA SEYNE SUR MER, quartier de Tamaris.

Nés : le mari à SIX FOURS LES PLAGES, le 20 décembre 1938 et la femme à LA SEYNE SUR MER, le 20 décembre 1939.

Mariés sous le régime de la communauté de meubles et d'acquêts (régime légal antérieur à la loi du 13 juillet 1965) à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de LA SEYNE SUR MER, le 14 juin 1958.

Par suite de l'acquisition que Monsieur BRUNERO en a faite seul pour le compte de leur communauté existant entre eux, de :

Monsieur GOUES Jacques et Madame MIQUEL MELIA Thérèse, demeurant ensemble à LA SEYNE SUR MER, quartier Gavet, les Lilas.

Nés, le mari à PLABENNEC (Finistère), le 3 octobre 1914 et la femme à CASTELLAN DE LA PLA (Espagne), le 25 novembre 1923.

Mariés sous le régime sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de TOULON, le 17 octobre 1942.

Suivant acte reçu par Me MASSIANI, notaire à OLLIOULES, le 21 décembre 1964, publié au bureau des hypothèques de TOULON, le 15 février 1965, volume 3763, numéro 27.

II – Mise en copropriété

Les époux BRUNERO, susnommés ont établi un état descriptif de division aux termes d'un acte reçu par Maître Etienne MASSIANI, notaire à OLLIOULES (Var), le 15 mars 1967, publié, le 4 avril 1967, volume 4444, numéro 29, sur les parcelles anciennement cadastrées section E, numéros :

- 1588 pour 1a 20ca
- 1589 pour 79ca
- 1592 pour 7a 00ca
- 1593 pour 1a 60ca
- 1594 pour 1a 05ca
- 1595p pour 7a 00ca
- 1595p pour 12a 30ca

Soit ensemble : 30a 94ca.

L'ensemble immobilier est divisé en trois lots numérotés de UN (1) à TROIS (3).

III – Modificatif de l'état descriptif de division

Aux termes d'un acte reçu par Maître Pierre-Alexandre BENNER, notaire à ILLZACH (Haut-Rhin), le 7 août 2024, publiée au service de la publicité foncière de TOULON, le 9 septembre 2024, volume 2024 P numéro 18123 il a été procédé à la requête de :

Monsieur Bruno Vincent Guy **MEURET**, ingénieur, demeurant à VALREAS (84600), 1, résidence du Lac, Route du Lac,

Né à ETTERBEECK (BELGIQUE), le 14 septembre 1963.

Epoux de Madame Laura Lydia Marie GHIARA,

Marié à la mairie de VALREAS (84600), le 14 juin 2014.

Soumis au régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Régis AUBERT Notaire à VALREAS (84600), le 30 mai 2014, préalablement à leur union.

Ledit régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

Etant ici précisé que :

*Monsieur Bruno Vincent Guy **MEURET** est divorcé en premières noces de Madame Christine DEMEUE.*

De nationalité française.

« Résident » au sens de la réglementation fiscale.

Propriétaire du LOT UN (1).

A un modificatif au règlement de copropriété sur la parcelle cadastrée Section B numéro 444 pour 29a et 40ca.

Contenant suppression du lot UN (1) en deux nouveaux lots numérotés de QUATRE (4) à CINQ (5), le reste sans changement.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE

ETAT ET CONSISTANCE DU BIEN

L'ACQUEREUR prendra le BIEN objet des présentes dans son état au jour de l'entrée en jouissance, tel qu'il l'a vu et visité, sans pouvoir exercer aucun recours ni

répétition contre le VENDEUR pour quelque cause que ce soit et notamment en raison des fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous le BIEN et de tous éboulements qui pourraient en résulter par la suite, la nature du sol et du sous-sol n'étant pas garantie.

De même le VENDEUR ne sera tenu à aucune garantie en ce qui concerne, soit le défaut d'alignement, soit l'état des biens et les vices de toute nature, apparents ou cachés, insectes, parasites ou végétaux parasites dont ils peuvent être affectés.

Toutefois, afin de respecter les dispositions de l'article 1626 du Code civil, le VENDEUR garantit l'ACQUEREUR contre tous risques d'évictions, à l'exception des éventuelles charges déclarées aux présentes.

Par ailleurs, l'exonération de garantie des vices cachés, telle que stipulée ci-dessus, ne s'appliquera pas dans les cas suivants :

- le VENDEUR a acquis, volontairement ou involontairement, la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, à moins que l'ACQUEREUR ait également cette qualité ;

- ou si l'ACQUEREUR prouve, dans les délais légaux, que le VENDEUR a dissimulé sciemment un ou plusieurs vices cachés qu'il connaissait.

SERVITUDES

L'ACQUEREUR supportera les servitudes passives, conventionnelles ou légales, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever le BIEN, sauf à s'en défendre et profiter de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls et sans recours contre le VENDEUR.

A cet égard le VENDEUR déclare qu'il n'a personnellement créé aucune servitude et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune à l'exception de celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux ou de la loi.

Etant ici précisé qu'il existe une servitude touchant l'assise de la copropriété relatée aux termes du règlement de copropriété, dont une note demeure ci-annexée.

OBLIGATION REELLE ENVIRONNEMENTALE - ABSENCE

Le VENDEUR déclare n'avoir conclu aucun contrat avec une collectivité publique, un établissement public ou une personne morale de droit privé agissant pour la protection de l'environnement et n'avoir créé aucune obligation réelle environnementale sur le BIEN.

ABSENCE DE REGIME FISCAL DE FAVEUR

Le VENDEUR déclare qu'il n'a bénéficié d'aucun régime fiscal de faveur pouvant être remis en cause dans le cadre de la présente opération, en ce qui concerne le bien vendu aux présentes.

IMPOTS ET TAXES

L'ACQUEREUR acquittera, à compter de l'entrée en jouissance, toutes les charges fiscales afférentes au BIEN.

Concernant les taxes foncières, le VENDEUR en conservera la charge pour l'entière année.

NEGOCIATION

Les parties déclarent être entrées en contact directement entre elles, sans l'intervention d'aucun intermédiaire mandaté à cet effet.

En cas de fausse déclaration à ce titre, l'éventuelle commission serait due par l'auteur de cette information inexacte.

FRAIS

L'ACQUEREUR paiera tous les frais, droits et émoluments du présent acte et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, conformément aux dispositions de l'article 1593 du Code civil.

CONCILIATION CONVENTIONNELLE NOTARIALE

En cas de litige entre les parties, l'une d'elles pourra, préalablement à toute instance judiciaire, soumettre leur différend à un conciliateur désigné et missionné par le Président de la Chambre des Notaires dont dépend le rédacteur de l'acte.

Le Président de la Chambre des Notaires sera saisi sans forme ni frais.

Cette clause ne s'appliquera pas aux litiges ayant pour cause la défaillance du débiteur ou l'exigibilité d'une créance.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs à tous clercs et employés de l'étude du notaire soussigné, avec faculté d'agir ensemble ou séparément à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs du présent acte, pour mettre celui-ci en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux et avec ceux d'état civil.

RENONCIATION A LA REVISION DU CONTRAT POUR IMPREVISION

Les parties reconnaissent être informées des dispositions de l'article 1195 du Code civil qui dispose :

« Si un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour une partie qui n'avait pas accepté d'en assumer le risque, celle-ci peut demander une renégociation du contrat à son cocontractant. Elle continue à exécuter ses obligations durant la renégociation.

En cas de refus ou d'échec de la renégociation, les parties peuvent convenir de la résolution du contrat, à la date et aux conditions qu'elles déterminent, ou demander d'un commun accord au juge de procéder à son adaptation. A défaut d'accord dans un délai raisonnable, le juge peut, à la demande d'une partie, réviser le contrat ou y mettre fin, à la date et aux conditions qu'il fixe. »

Les parties souhaitant expressément que le présent contrat ne puisse être remis en cause quel que soit le ou les événements qui pourrai(en)t intervenir et rendre son exécution excessivement onéreuse, déclarent expressément en assumer le risque et en conséquence, dans une telle circonstance, renoncer au bénéfice des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

DELIVRANCE DE LA COPIE AUTHENTIQUE

Dès que le présent acte sera revenu du service de la publicité foncière, le Notaire soussigné délivrera à l'ACQUEREUR la copie authentique du présent acte revêtue des mentions de publication. L'ACQUEREUR accepte que la copie authentique lui soit transmis sous format dématérialisé.

DEVOIR D'INFORMATION

Il résulte de l'article 1112-1 du Code civil ci-après littéralement rapporté :

« Celle des parties qui connaît une information dont l'importance est déterminante pour le consentement de l'autre doit l'en informer dès lors que, légitimement, cette dernière ignore cette information ou fait confiance à son cocontractant.

« Néanmoins, ce devoir d'information ne porte pas sur l'estimation de la valeur de la prestation.

« Ont une importance déterminante les informations qui ont un lien direct et nécessaire avec le contenu du contrat ou la qualité des parties.

« Il incombe à celui qui prétend qu'une information lui était due de prouver que l'autre partie la lui devait, à charge pour cette autre partie de prouver qu'elle l'a fournie.

« Les parties ne peuvent ni limiter, ni exclure ce devoir.

« Outre la responsabilité de celui qui en était tenu, le manquement à ce devoir d'information peut entraîner l'annulation du contrat dans les conditions prévues aux

articles 1130 et suivants. »

Parfaitement informés de cette obligation par le notaire soussigné, VENDEUR et ACQUEREUR déclarent, chacun en ce qui le concerne, ne connaître aucune information dont l'importance serait déterminante pour le consentement de l'autre et qui ne soit déjà relatée aux présentes.

EQUILIBRE DU CONTRAT

L'ensemble des clauses du présent contrat a fait l'objet d'une négociation entre les parties, et prend en considération les obligations réciproques souscrites au sein des présentes.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure respective, tel qu'indiqué en tête des présentes.

BASE PERVAL

Les parties sont informées que les données descriptives et économiques contenues au présent acte sont partiellement transcrites dans une base de données immobilières, dénommée PERVAL, exploitée par Min.not et dont la diffusion a pour finalité de faciliter le suivi du marché et l'évaluation des biens immobiliers.

Ce traitement porte sur des données anonymes. L'inscription de la présente mutation dans cette base offre aux parties la possibilité de suivre l'évolution de la valeur de leur bien et aux professionnels du secteur de disposer d'informations fiables et mises à jour sur l'évolution du marché immobilier.

Ces données ne contiennent aucun caractère directement nominatif sur les contractants au présent acte. En application des articles 26 et 27 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, les parties disposent d'un droit d'opposition à ce que des informations à caractère nominatif les concernant fassent l'objet d'un traitement informatisé, ainsi que d'un droit d'accès et de rectification auprès du correspondant informatique et libertés de Min.not.

Cette formalité donne droit à la perception par le notaire des émoluments prévus à l'article A. 444-171 du Code de commerce.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, ...),

- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans

un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les parties peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les parties estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CORRESPONDANCES ET RENVOI DES PIÈCES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à l'ACQUEREUR qui pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, concernant le BIEN vendu et sera subrogé dans tous les droits du VENDEUR à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'ACQUEREUR devront s'effectuer à l'adresse indiquée en tête des présentes.

La correspondance auprès du VENDEUR s'effectuera à l'adresse indiquée en tête des présentes.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné, conformément aux articles 863 et 864 du Code général des impôts, des sanctions, édictées par le 5 du V de l'article 1754, aux articles 850, 1729 et 1837 dudit code et à l'article 1202 du Code civil, encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre, le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est contredit ni modifié par aucune contre-lettre contenant un changement au niveau du prix.

CERTIFICATION D'IDENTITE DES PARTIES

Le notaire soussigné atteste que l'identité complète des parties dénommées aux termes des présentes, telle qu'elle est indiquée à la suite de leurs noms et dénominations, lui a été régulièrement justifiée.

CONNAISSANCE DES ANNEXES

La totalité des annexes relatives aux présentes a été portée à la connaissance des parties.

La signature électronique du notaire soussigné en fin d'acte, vaut également pour les annexes, comme faisant partie intégrante de la minute.

DONT ACTE

Sans renvoi.

Généré et visualisé sur support électronique à TOULON (83000), Hôtel de la Métropole 107 Boulevard Henri Fabre, les jours, mois et an indiqués aux présentes.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, puis le notaire soussigné a recueilli l'image de leur signature manuscrite et a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

Projet

